



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 3 DECEMBRE 2017

www.etudes-fiscales-internationales.com/
pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite

Je suis la transparence, cette nouvelle vertu par JD Bredin

DISCOURS SUR LA VERTU par Me JEAN DENIS BREDIN ,
Membre de l'Académie Française

Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer

La lettre EFI du 17 Décembre pdf

Pour placer dans votre dossier "les lettres d'EFI" sur votre bureau

Haut Conseil de stabilité financière

le code monétaire et financier sur le HCSF

Dans un communiqué du 15 décembre, le haut conseil a demandé aux banques de limiter le crédit aux entreprises déjà trop endettées

Le communiqué de presse - Le rapport -

note EFI cette mesure va-t-elle notamment freiner les distributions ou rachats d'actions par emprunts qui sont en cours de préparation des la mise en application de la flat tax ,et ce au détriment de l'autofinancement , une clause antiabus votée par le Sénat ayant été rejetée par l'AN

L'endettement des entreprises françaises inquiète

par Véronique Chocron et **Isabelle Chaperon**

L'OCDE s'inquiète des risques pour la croissance de l'endettement ...

LE FORUM ACTION PUBLIQUE

Le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, a officiellement lancé le Forum de l'Action publique le 24 novembre. Cette consultation impliquant usagers et agents publics, **durera trois mois**. Elle vise à recueillir les avis des amis d'EFI qui souhaitent réinventer le service public.

Trois mois de consultation lors du Forum de l'Action publique

Les 4 conventions fiscales modèles OCDE (màj décembre 2017) et le principe de subsidiarité²
 L'impôt sur la fortune 2 QPC sur le trust et le passif déductible 3
 Cumul des sanctions fiscales et pénales !. Pour un renouveau de la Jurisprudence ??? 4
 TRACFIN : le rapport analyse et tendance du 12 décembre 2017 4
 Salaire ou dividende ; que choisir en 2018? 5
 Solidarité de paiement et délai de prescription de l'action en recouvrement (ce 4/12/17) 5
 Changement de régime fiscal des sociétés : option à l'impôt sur les sociétés 6
 TRACFIN les professionnels de l'immobilier dans le collimateur de Tracfin 6
 Acte anormal de gestion : une protection par la commission départementale (CE 4/12/17)7
 acte anormal de gestion : Des conclusions LIBRES 7
 Immunités fiscales des fonctionnaires de l'UE **Erreur ! Signet non défini.**
 Vers une régularisation permanente pour tous???? PROJET DE LOI pour un État au service d'une société de confiance,(ESSOC) 7
 Le robot anti fraudeur (arrêté du 14/11/17) cliquez pour lire 7

[Les 4 conventions fiscales modèles OCDE \(màj décembre 2017\)](#)

[cliquez](#)

[FATCA USA FRANCE la mise en application](#)

[quid de la réciprocité \(RM du 28.09.17\)](#)

SUR LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITE

D'abord analyse de l'application du droit interne

Ensuite l'analyse de l'application du traité

Si le traité s'applique, il prime le droit interne

[Enfin primauté du droit européen sur un traité bilatéral](#)

[Union Européenne et OCDE : leurs pouvoirs sont ils concurrents ou complémentaires ?](#)

[Le principe du droit fiscal français de subsidiarité des conventions fiscales internationales](#)

[Par Me CLOUTÉ Alexandra](#)

[Conseil d'État, 9ème / 10ème SSR, 12/03/2014, 362528, Publié au recueil](#)

[L'analyse du conseil d'état](#)

[CONCLUSIONS LIBRES de M. Frédéric ALADJIDI, rapporteur public](#)

MISE A JOUR DECEMBRE 2017

[OCDE l'échange automatique : la liste à jour 13 décembre 2017](#)[cliquez](#)

[Mise à jour 2017 du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE](#)

Le 21 novembre 2017 le Conseil de l'OCDE a approuvé [le contenu de la mise à jour 2017 du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE](#) (le Modèle OCDE). La mise à jour 2017, approuvée par le Comité des affaires fiscales le 28 septembre 2017, sera intégrée dans une nouvelle version du Modèle OCDE qui sera publiée dans quelques mois.

Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale

[Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale](#)

[\(Maj octobre 2017\)](#)

[La Convention](#) a été élaborée par le Conseil de l'Europe et l'OCDE en 1988 et a été amendée en 2010 par un Protocole. La Convention est l'instrument multilatéral le plus complet et offre toutes les formes possibles de coopération fiscale pour combattre l'évasion et la fraude fiscales, une priorité pour tous les pays.

A l'heure actuelle, 114 juridictions participent à la Convention, parmi lesquelles 15 juridictions sont couvertes par extension territoriale. Ceci représente en large éventail de pays comprenant tous les pays du G20, les BRIICs, tous les pays OCDE, les centres financiers les plus importants et un nombre croissant de pays en voie de développement.

[Tableau des juridictions participantes](#)

[Manuel sur l'échange de renseignements](#)

[Le modèle OCDE \(1982\) de convention sur les successions
UE droits de succession transfrontaliers](#)

[l'impôt sur la fortune 2 QPC sur le trust et le passif déductible cliquez](#)

[Les prélèvements fiscaux et sociaux en France et en Allemagne](#)

[Fiscalité du capital et expatriations : quel coût pour l'économie française ?](#)

[Raymond Barre et l'imposition de la fortune \(juillet 1978 !\)](#)

[Imposition de la fortune :](#)

[les pays qui l'ont supprimée et ceux qui le maintiennent](#)

Le précédent allemand

Le 22 juin 1995, la Cour constitutionnelle a déclaré contraires à la Loi fondamentale les dispositions relatives à la base imposable des biens immobiliers pour ce qui concerne l'impôt sur la fortune et a demandé au législateur l'adoption d'une nouvelle règle dans un délai de dix-huit mois. Le gouvernement ayant renoncé à présenter au Parlement un projet de loi, l'impôt sur la fortune a été supprimé à partir du 1er janvier 1997.

[l'impôt sur la fortune en Europe \(sénat\)](#)

[Les finances des collectivités locales en 2016](#)

[L'imposition locale de la fortune immobilière :](#)

[Les taxes foncières locales Montant en 2014 plus de 30MME Cliquez](#)

Alors que la future Imposition sur la fortune immobilière (IFI) ne rapporterait pas plus 1MME

x x x x x

[Assujettissement du constituant d'un trust à l'impôt de solidarité sur la fortune](#)

[Décision n° 2017-679 QPC du 15 décembre 2017 \(cliquez\)](#)

[Commentaire](#) [Dossier documentaire](#)

La décision

Article 1er. - Sous la réserve énoncée au paragraphe 8, le premier alinéa de l'article 885 G ter du code général des impôts, dans sa rédaction issue de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, est conforme à la Constitution. .

x x x x x

[Les dettes familiales sans date certaine sont-elles déductibles de l'ISF ? NON](#)

[Décision n° 2017-676 QPC du 1er décembre 2017](#)

[Lire la suite](#)

[Cumul des sanctions fiscales et pénales !](#)

[Pour un renouveau de la Jurisprudence ???](#)

Nos avocats, **ces chevaliers de Justice**,-terme initié par l'avocat **Yves Tournois** en 2006 - sont ils entrain de faire renaître nos grands principes nés en 1789 et aussi la primauté de l'autorité judiciaire sur les autres pouvoirs publics en général

Comment concilier la nécessaire lutte contre l'organisation de l'évasion fiscale et l'indispensable respect des droits fondamentaux de l'Homme ? Telle est la question posée à nos magistrats dont l'indépendance est encore garantie par notre constitution

[Le principe NON BIS IN IDEM](#)

[Le juge administratif et les sanctions administratives par le Conseil d'état](#)

Mise à jour décembre 2017

Par un arrêt en date du 6 décembre 2017 publié au Bulletin, la Cour de cassation se prononçait sur l'application du principe ne bis in idem dans une hypothèse dans laquelle le demandeur avait été poursuivi du chef de fraude fiscale en sa qualité de gérant de fait d'une société alors que cette société avait également fait l'objet d'une pénalité de 40% appliquée par l'administration fiscale. La Cour de cassation estime qu'une telle situation ne méconnaît ni l'interdiction de condamnation en raison des mêmes faits prévus par l'article 4 du protocole n°7 additionnel à la CEDH compte tenu de la réserve émise par la France ni l'article 50 de la Charte des droits fondamentaux.

Quant au prononcé de la solidarité des impôts fraudés, elle ne revêt pas le caractère d'une sanction et constitue une simple faculté issue de la loi dont les juges disposent.

[Cour de cassation, criminelle, Chambre criminelle, 6 décembre 2017, 16-81.857,](#)

Des arrêts avec commentaires sur la saisie pénale

[Cour de cassation, criminelle, Chambre criminelle, 31 mai 2017, 16-86.872,](#)

[Cour de cassation, criminelle, Chambre criminelle, 5 janvier 2017, 16-80.275,](#)

[Lire la suite](#)

[TRACFIN :](#)

[le rapport analyse et tendance du 12 décembre 2017 cliquez](#)

[Un plan de lutte contre la fraude fiscale prévu début 2018](#)

OUI MAIS

Vers plus de sanctions ou vers plus de prévention ????

[Le nouveau droit élargie de communication \(art 46 quinquies du PLF18\)](#)

La cellule de renseignements financiers dite TRAFIN a connu une hausse « sans précédent » des signalements de déclarations de soupçon d'infraction de tout genre et non uniquement de blanchiment

L'année 2016 a constitué une année historique pour Tracfin en raison de l'explosion du nombre d'informations reçues et analysées par le Service (+43 %), notamment de déclarations de soupçon (+44 %),

Mise à jour 12 décembre 2017

Le rapport annuel sur les tendances et analyse des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en 2016

Tracfin a présenté à Bercy le mardi 12 décembre, son rapport annuel sur les tendances et analyse des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en 2016.. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

[Rapport Tendances et analyse des risques 2016 - - 12/12/2017](#) [Dossier de presse 12/12/2017](#)

En 2016, Tracfin a transmis 350 dossiers (-14%) à l'administration fiscale alors qu' elle a reçu 62249 déclarations de soupçon????

D'abord les personnes physiques et ce grâce à la surveillance permanente de votre banquier de confiance ???!!

Ceux-ci concernent à 85 % des personnes physiques sur leur patrimoine privé (minoration de l'ISF, des droits de succession ou des droits de mutation), ou des dossiers reposant sur des flux non justifiés entre une personne morale et son dirigeant.

Les 15% de dossiers concernant strictement des personnes morales pour des infractions fiscales portent principalement sur des fraudes à la TVA.

Les déclarations de soupçon sur les particuliers couvrent un large spectre de fraudes. Les sujets les plus fréquemment déclarés traitent de la détention de comptes à l'étranger dans des pays frontaliers ou à fiscalité privilégiée, d'activités professionnelles non déclarées, d'organisation frauduleuse d'insolvabilité, ou d'abus de droit: exonération de plus-values, donations déguisées... L'enjeu financier moyen par dossier tend à augmenter, de 1,33 M€ en 2015 à 1,41 M€ en 2016.

Tracfin s'est concentré sur des dossiers à fort enjeu, impliquant souvent des ramifications internationales nécessitant des délais de traitement accrus.

[Déontologie de l'avocat fiscaliste :](#)

[L'obligation de dissuader la fraude fiscale](#)

[tractin les déclarations par secteurs d'activités .pdf](#)

[L'exploitation des notes Tracfin par la DGFIP](#)

[Lire la suite](#)

[Salaire ou dividende ; que choisir en 2018?cliquez](#)

L'économiste [Gabriel Zucman](#) a publié une étude de comparaison entre l'imposition au taux marginal global du salaire et d'un dividende

[Lire l'article de Gabriel Zucman](#)

[« Flat tax » sur le capital : alerte sur le risque d'optimisation fiscale](#)
par [INGRID FEUERSTEIN](#)

Le sénat vient d'utiliser cette analyse pour ajouter un amendement dit anti abus en limitant le bénéfice de la flat tax pour certains dirigeants de SARL ou SA

Les rapports du sénateur [Albéric de MONTGOLFIER](#), sur l'IFU

[ARTICLE 11 - Mise en oeuvre du prélèvement forfaitaire unique](#)

[ARTICLE 11 bis \(nouveau\) \(Art. 39 quindecies du code général des impôts\) - Application du PFU à l'imposition des plus-values professionnelles](#)

[Lire l'article 11 de la petite loi votée par le sénat déjà un simulateur ??](#)

[Détails des calculs](#)

[Solidarité de paiement et délai de prescription de l'action en recouvrement](#)

[\(ce 4/12/17\)](#)

Solidarité de paiement de l'impôt fraudé
et décompte du délai de prescription de l'action en recouvrement

[Lire aussi la qpc gecop](#) sur les droits du solidarise

Le sursis s'impose aussi pour le tiers solidaire

Par une décision en date du 4 décembre 2017, le Conseil d'Etat précise les modalités de décompte de la prescription quadriennale applicable en matière de recouvrement dans l'hypothèse où un contribuable a été condamné, par une juridiction pénale, au paiement solidaire des impôts fraudés.

Il juge que la décision juridictionnelle déclarant une personne solidaire du paiement de l'impôt fraudé sur le fondement de l'article 1745 du CGI interrompt l'action en recouvrement.

Dans sa décision, le Conseil d'Etat combine cette solution avec la suspension du délai de prescription de l'action en recouvrement résultant de l'application du sursis de paiement de l'article L 277 du LPF, lequel s'applique à tous les codébiteurs de l'imposition.

Conseil d'État N° 394903 lundi 4 décembre 2017

Analyse du conseil d'état

[Lire la suite](#)

Changement de régime fiscal des sociétés :

option a l'impôt sur les sociétés

Précisions sur le régime des droits de mutation

Dans le cadre d'une mise à jour de la base BOFIP-impôt l'administration vient d'apporter le 6 décembre 2017 des précisions relatives au paiement de droits de mutation à titre onéreux ou de droits fixes sur les apports.

[Précisions doctrinales relatives au paiement de droits de mutation à titre onéreux ou de droits fixes sur les apports \(CGI, art. 809 et 810\)](#)

Cette mise au point concerne aussi les Sociétés immobilières qui optent à l'IS en cas de location en meublée

Elle concerne aussi les sociétés de participation qui optent à l'is pour bénéficier du régime fiscal favorable des Holdings à la française

Les sociétés et groupements changeant de régime fiscal pour être nouvellement ou à nouveau assujettis à l'impôt sur les sociétés (IS), sont tenus au paiement de droits de mutation en vertu du II de l'**[article 809 du CGI](#)**.

[Lire la suite](#)

TRACFIN les professionnels de l'immobilier dans le collimateur de Tracfin

Comme nous le rappelle **[Les Echos cliquez l'article 98 de la loi du 2 juillet 1998 \(article L561-2 8° du Code Monétaire et Financier\)](#)** a assujetti les agents immobiliers à l'obligation de déclarer les clients suspects, tout comme les banques et les notaires et un tout peu les avocats (**[arrêt CEDH du 6 décembre 2012](#)**). La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a été chargée des contrôles et **[la Commission nationale des sanctions est devenue opérationnelle en 2013](#)**.

[Les intermédiaires de l'immobilier face au blanchiment et a la fraude fiscale](#)

[Présenté par M. Stéphane GROSS Sous la direction de Mme Chantal CUTAJAR](#)

[La position de TRACFIN sur la surveillance de l'immobilier 2016](#)

LE RAPPORT D ACTIVITE DE TRACFIN EN 2016

Ce journal nous rappelle qu'en 2016 un réseau d'agences en immobilier de luxe a écopé d'une amende de 200.000 euros, soit 73 % de son résultat net annuel.

Son tort ? Ne pas avoir eu des procédures internes jugées suffisantes pour identifier les clients suspects et faire des déclarations de soupçons à Tracfin,

Note EFI des sanctions pour le même motif avaient été prononcées en juillet dernier contre les banquiers par l'**[ACPR \(recueil de jurisprudences\)](#)**, ce qui nous explique l'aggravation de leurs surveillance au dépens de notre vie privée à chacun et ce qui que vous soyez

[Décision anonymisée du 21 mars 2016 \(dossier n°2015-15\):](#)

Cette décision a été annulée par le juge judiciaire
Mais cette affaire a effrayé les agents immobiliers.
[.le rapport 2016 de la commission des sanctions](#)

[Lire la suite](#)

[Acte anormal de gestion :](#)

[une protection par la commission départementale \(CE 4/12/17\)](#)

[acte anormal de gestion : Des conclusions LIBRES](#)

[RAPPEL l'article 59LA du LPF](#) dispose que la commission peut se prononcer sur le caractère anormal d'un acte de gestion, [\(lire BOFIP §400\)](#)

Par une décision en date du 4 décembre 2017, le Conseil d'Etat considère la procédure d'imposition irrégulière au motif que l'administration a refusé de saisir la commission départementale s'agissant d'un acte anormal de gestion. Le Conseil d'Etat distingue l'acte anormal de gestion, dont la qualification correspond à une question de droit, de l'intérêt de l'entreprise à procéder à une opération, qui concourt à la qualification d'acte anormal de gestion, même qui soulève une question de fait relevant de la compétence de la Commission.
[Conseil d'État N° 397054 4 décembre 2017](#)

[Lire la suite](#)

[Immunités fiscales des fonctionnaires de l'UE](#)

[Vers une régularisation permanente pour tous????](#)

PROJET DE LOI *pour un État au service d'une société de confiance*, (ESSOC)

[Le robot anti fraudeur \(arrêté du 14/11/17\)](#)

[cliquez pour lire](#)

Ciblage automatisé de la fraude fiscale.

[Vers une régularisation permanente pour tous????](#)

PROJET DE LOI *pour un État au service d'une société de confiance*, (ESSOC)

[Le robot anti fraudeur \(arrêté du 14/11/17\)](#)

[cliquez pour lire](#)

Ciblage automatisé de la fraude fiscale.

[Précis de fiscalité DGFIP 2017](#)

[Annuaire complet statistique DGFIP 2015](#)

[Cahier statistique synthétique DGFIP 2015](#)

[Accès au CGI et au LPF sur Légifrance](#)

[Accès à la Brochure pratique 2017
\(déclaration des revenus 2016\)](#)

[Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016](#)

[le bilan de la France au 31.12.15.PDF](#)

[Ocde les prélèvements obligatoires](#)